

Déclarations de ministres

Je pense que tous les députés se rendent compte de l'envergure de ce travail, mais quels avantages cela rapporte-t-il? Pour les producteurs, cela signifie qu'ils peuvent transporter leur bétail dans tout le Canada. Pour les exportateurs, cela veut dire un atout de plus pour négocier sur les marchés mondiaux. Pour les contribuables canadiens, cela veut dire une économie de millions de dollars en paiements d'indemnisation. Enfin, cela veut dire que les producteurs, les vétérinaires, les travailleurs du conditionnement de la viande et les consommateurs canadiens n'ont plus à craindre la fièvre de Malte. Même si la brucellose a disparu du Canada, nous ne devons pas relâcher notre vigilance pour autant. C'est uniquement si nous restons sur nos gardes que cette maladie restera un simple mauvais souvenir au Canada.

Pour terminer, j'invite tous mes collègues de la Chambre à se joindre à moi pour féliciter tous ceux qui ont travaillé tellement fort pour assurer ce succès. Le programme d'éradication de la brucellose montre bien ce que l'industrie et le gouvernement peuvent accomplir lorsqu'ils travaillent en collaboration.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, l'annonce du ministre au sujet de l'éradication de la brucellose au Canada constitue certainement un jour heureux pour le ministère de l'Agriculture, les éleveurs et les services vétérinaires provinciaux qui ont joué un rôle dans cette éradication qui est très importante, car dans le passé, de nombreux agriculteurs ont dû abandonner leur exploitation à cause de la perte de lait et de veaux. C'était là la situation lorsque je suis devenu vétérinaire vers 1957. Je me suis demandé à l'époque si un programme d'éradication donnerait des résultats étant donné la nature infectieuse de la maladie. Cependant, ce programme a été mené à bonne fin même s'il a exigé d'énormes efforts. Il est intéressant de constater que nous avons été capables de parvenir à ce résultat, alors que nous sommes le deuxième plus grand pays du monde. Les autres pays qui y sont parvenus ont un troupeau relativement restreint et sont eux-mêmes relativement petits.

Ce ne sont pas simplement les éleveurs et l'industrie agricole en général qui profiteront de ce programme. Des milliers de Canadiens passent la majeure partie de leur vie à souffrir de fièvres et d'autres problèmes de santé, à cause de la fièvre de Malte. Cependant, cela augure bien pour l'avenir de notre agriculture, car nos bovins peuvent maintenant être vendus librement dans tout le Canada et sur les marchés mondiaux. L'élevage et la production laitière constituent une partie importante de notre industrie agricole.

Je voudrais rendre hommage au Dr. McGowan et aux centaines de vétérinaires d'un bout à l'autre du pays qui ont rendu ce succès possible, ainsi qu'aux comités consultatifs qui ont aidé et conseillé le ministère et les gouvernements provinciaux concernés. J'ignore au juste qui était présent au déjeuner donné aujourd'hui par le ministre pour célébrer cette réussite, mais je voudrais également rendre hommage au prédécesseur du Dr. McGowan, le Dr. Ken Wells, qui a été directeur général de nos services vétérinaires pendant de nombreuses années. Il a joué un grand rôle dans l'élaboration de nombreux programmes destinés à améliorer la santé des animaux au Canada et, du même coup, celle des humains.

Je voudrais lancer un avertissement pour l'avenir, cependant. Nous savons que le gouvernement s'acharne à sabrer

dans tous les programmes et à privatiser tout ce qu'il peut. Nous n'ignorons également pas que le groupe de travail Nielsen réduit de quelque 58 millions de dollars le budget du ministère de l'Agriculture et effectue d'autres compressions de 10 ou 15 millions de dollars en désindexant ce budget. Si une partie de ces compressions de 60 ou 65 millions de dollars s'appliquait au budget consacré à la recherche destinée au contrôle des maladies animales, cela nuirait énormément à l'avenir de l'industrie agricole au Canada. Vous pouvez compter sur les députés de ce côté-ci pour s'opposer à n'importe quelle compression dans ce domaine. Cependant, l'éradication de la brucellose au Canada est un événement important pour notre agriculture et la santé des gens. Je tiens à présenter mes félicitations et mes meilleurs vœux de succès à tous ceux qui ont rendu cette réalisation possible. Ils ont tout lieu d'en être fiers.

• (1510)

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, c'est en 1950 que nous avons mis en œuvre la première étape d'un programme national d'éradication de la brucellose bovine au Canada. Trente-cinq ans plus tard, cette maladie est vaincue grâce à un programme national de vaccination d'initiative fédérale-provinciale qui a exigé de la sagesse, du dévouement et du courage. On a reconnu alors que cette maladie constituait un grave problème, ce qui était facile. Cependant, on a également reconnu, à juste titre, qu'il était nécessaire que le gouvernement prenne l'initiative de faire disparaître complètement cette maladie.

On n'a pas laissé aux éleveurs le soin de défendre leurs intérêts à court terme. On n'a pas demandé aux vétérinaires de faire face seuls à ce problème et les provinces n'ont pas eu à se débrouiller toutes seules. Le succès de ce programme national est attribuable à tous ces gens, mais il n'aurait jamais vu le jour sans la décision du gouvernement d'agir directement, afin de résoudre le problème. Les membres de la Direction de l'hygiène vétérinaire, les agriculteurs, les éleveurs laitiers et bovins, les associations fédérales et provinciales de vétérinaires et surtout le ministère fédéral de l'Agriculture ont largement contribué à ce programme d'éradication.

Il faut continuer à veiller ensemble à ce que cette maladie ne frappe pas à nouveau le cheptel national. Il faut maintenir les tests stricts qui sont faits sur les animaux importés. Il faut continuer à suivre la situation pour s'assurer que des animaux sauvages venant de l'extérieur ne transmettent des infections. Il faut par ailleurs évaluer l'importance relative des autres maladies pour voir s'il ne convient pas de faire des efforts analogues pour essayer de les supprimer, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Si je dis cela, c'est parce que le gouvernement actuel semble tenir à restreindre le rôle du gouvernement du Canada et à consacrer de moins en moins d'argent à la recherche sur la lutte contre les maladies et sur leur éradication. Le gouvernement essaie parfois de justifier toutes ces restrictions en prétendant qu'elles permettront de réduire le déficit. Il arrive toutefois très souvent que les restrictions appliquées à certains programmes gouvernementaux sont plus souvent une question de principe qu'une question de bon sens ou de connaissance. Le gouvernement tient apparemment à réduire le nombre de personnes qui travaillent dans un ministère, que cela serve à